

La chasse aux anarchistes aux alentours de 1900

Rik Coolsaet

(In : *La Pensée et les Hommes*, 54 (79-80), 2010, pp. 39-51)

A la fin du 19^{ième} siècle, l'Occident vit sa Belle Epoque. Grâce à l'expansion mondiale un nouveau monde se profile à l'horizon. De formidables avancées technologiques et prouesses techniques transforment en profondeur la vie quotidienne. Le développement économique ne semble rencontrer aucune entrave. Mais à la stupéfaction de ses contemporains une vague d'attentats va frapper ce monde à partir de 1890.

Le terrorisme est aussi vieux que l'humanité. Il appartient à tous les temps, tous les continents et toutes les confessions. Mais la peur du terrorisme et l'obsession sécuritaire ne sont pas toujours présentes. Le sentiment d'être menacé par un ennemi terroriste insaisissable et apparemment omniprésent évolue par vagues. Entre deux vagues d'angoisse et de terreur, il y a souvent une génération, voire plusieurs. Ainsi, à chaque nouvelle vague qui fait croire à la main d'un réseau international de la terreur, renaît ce sentiment d'être en présence d'un phénomène totalement inédit, sans précédent. C'est pourquoi il est instructif de comparer le climat politique ambiant à la fin du 19^{ième} à celui que le monde contemporain a connu après les attentats du 11 septembre 2001. Les ressemblances sont frappantes.

Au tournant du 21^{ième} siècle le terrorisme se présente sous la forme d'une série d'attentats simultanés dans différents pays, organisé par un ennemi insaisissable et tentaculaire, animé par une philosophie révolutionnaire visant à renverser la démocratie. Face à ce danger mortel pour la civilisation, la coopération internationale s'est imposée.

'Le terrorisme a changé le visage du monde,' déclara en décembre 2001 le premier ministre espagnol de l'époque, José Maria Aznar. Les attentats du onze septembre ont entraîné une obsession sécuritaire, la hantise d'attentats, la coopération internationale renforcée, l'élaboration de mesures législatives d'exception afin de combattre une menace jugée existentielle et omniprésente. La frontière entre liberté d'expression – garantie par la constitution – et complicité avec les terroristes – punissable par la loi – est devenue très fluide. Les sociétés, frappées par cette peur du terrorisme, connurent suite au 11 septembre de nouvelles fractures et polarisations. Les médias ont renforcé cette hystérie, par des généralisations et amalgames faciles. Des arrestations, suivies de mises en liberté, des condamnations d'innocents sont devenues monnaie courante. Limitons-nous à un exemple belge, celui du couple Sayadi-Vinck¹, qui fut soupçonné d'aide à Al-Qaïda et mis sur des listes internationales de « sympathisants terroristes », signalisation entraînant le gel de tous ses avoirs financiers. Ils eurent toutes les peines du monde à prouver leur innocence et une fois innocentés, rayer leurs noms des listes noires fut une entreprise de longue haleine.

L'ère des attentats

La date-symbole du 19^{ième} siècle, comparable au onze septembre 2001, fut l'assassinat du président français Sadi Carnot en juin 1894.² Il est abattu à Lyon par Santo Jeronimo Caserio, expulsé d'Italie pour ses idées anarchistes. L'attentat constituait l'apogée d'une série d'attentats perpétrés en France par des anarchistes – dont l'imaginaire populaire faisait des personnages sombres et fanatiques, arborant une barbe noire et la bombe à la main.

En 1881, lors d'un congrès révolutionnaire international à Londres, un des leaders du mouvement anarchiste russe, le prince Peter Kropotkine avait plaidé en faveur d'une révolution illégale et violente et réclamé une 'propagande par l'action'. Le congrès se conclut par un appel à toutes les

organisations révolutionnaires affiliées et les individus isolés afin qu'ils se consacrent à l'étude des sciences techniques et chimiques, qui avaient déjà rendu des services notables à la cause révolutionnaire et qui devraient en rendre de plus grands encore dans l'avenir.³

La propagande par l'action fut formulée pour la première fois en 1876 par les anarchistes italiens Errico Malatesta et Carlo Cafiero. Elle prit une forme plus élaborée durant les congrès annuels de la fédération anarchiste du Jura. En 1878, les premiers attentats à haute valeur symbolique furent perpétrés contre des têtes couronnées, deux contre Guillaume Ier d'Allemagne, un contre le roi d'Espagne et un contre le roi d'Italie. De nombreux attentats allaient être commis au cours de la décennie suivante.

L'Europe occidentale ne fut pas le seul terrain de ces attentats. La Russie fut un foyer important de l'agitation anarchiste. L'attentat en 1881 contre la personne du tsar Alexandre Ier par *Narodnaya Volya* (Volonté/liberté du peuple), ainsi que d'autres actions, furent une source d'inspiration majeure et une forte incitation à faire la révolution par l'assassinat. Les idées des pères fondateurs de l'anarchisme, comme Mikhaïl Bakounine, se frayèrent un chemin parmi les jeunes intellectuels – les universités s'avèrent un vivier pour les théories anarchistes –, pas seulement à Moscou et à Saint-Pétersbourg, mais aussi bien plus loin, en France, en Autriche, en Italie et en Espagne. Les anarchistes de toute l'Europe s'inspirèrent mutuellement.⁴ Les anarchistes russes voyagèrent à l'ouest et y répandirent les idées révolutionnaires. Les attentats en Russie contre Alexandre Ier redonnèrent aux anarchistes d'Europe occidentale l'espoir que l'acte sacrificiel du jeune terroriste aurait un effet moral direct.

Les années 1880 furent cependant le calme avant la tempête. Les années 1890 constituèrent une véritable ère des attentats. Armé de la moderne dynamite – une nouvelle arme de destruction massive, inventée par Alfred Nobel deux décennies plus tôt – les attentats se succédèrent contre des rois, des présidents et des ministres. Des bâtiments officiels furent également des cibles de prédilection, comme les symboles de l'arrogance de la classe dirigeante. La Belgique ne fut pas épargnée. Entre 1874 et 1914, près de cent assassinats politiques furent commis.⁵ En 1902 un anarchiste italien, Gennaro Rubino, tenta d'assassiner le roi Léopold II de Belgique.⁶ En France, les attentats violents débutèrent en 1892. Le nom du célèbre terroriste français Ravachol, en réalité un criminel marginal, qui selon ses propres paroles voulait surtout 'faire le bonheur de ma maîtresse et le mien'⁷, devint le symbole du 'souffle de la haine et de la résistance'.

Des villes comme Paris ou Londres vécurent dans la peur des attentats. Le nombre des attentats terroristes ne fit qu'augmenter durant les années 1890 pour atteindre son premier sommet en 1894 avec l'assassinat du président Carnot. Ce meurtre fut selon son auteur, Sante Caserio, une vengeance pour le refus présidentiel d'accorder le pardon à Auguste Vaillant, qui, poussé par la misère dans laquelle devait vivre sa famille, avait jeté une bombe à la Chambre des Députés à Paris, sans faire de victimes. De nombreux autres attentats suivirent: le Premier ministre espagnol Canovas (1897), l'impératrice Elisabeth d'Autriche (1898), le roi Umberto d'Italie (1900) et une série de personnalités officielles dans toute l'Europe. Il y eut des attentats manqués contre l'empereur d'Allemagne, le roi d'Espagne. L'auteur nationaliste français Maurice Barrès décrivait à cette époque l'attentat d'Emile Henry comme un tournant dans l'histoire moderne de France, traduisant ainsi un sentiment semblable à celui exprimé par le premier ministre Aznar un siècle plus tard, en 2001.⁸

La violence terroriste n'épargna pas non plus les États-Unis. L'anarchisme y fut importé par des immigrants européens. C'est dans une atmosphère de panique politique caractérisée par de nombreux conflits sociaux que se produisit l'incident le plus frappant de l'histoire de l'anarchisme américain: l'assassinat du président William McKinley en septembre 1901, exactement un siècle avant le 11 septembre 2001. Son auteur, Léon Czolgoz, était un immigrant polonais dont on sut par la suite qu'il avait assisté à une assemblée anarchiste mais qui pour le reste agissait de sa propre

initiative. Pour les autorités, les responsables de la police, la presse et l'opinion publique, il était évident que l'Amérique était confrontée à une nouvelle menace internationale, une 'maladie' intimement liée aux grands mouvements migratoires que connaissaient les Etats-Unis à l'époque.

Dans tous les pays où ils opéraient, les poseurs de bombes invoquaient toujours la souffrance sociale et l'injustice. Les anarchistes d'Europe occidentale et de Russie étaient animés par la même philosophie: saper les bases de l'État bourgeois, jugé responsable de l'oppression et de l'exclusion de la majorité de la population. Les attentats terroristes traduisaient un profond sentiment d'injustice et de révolte contre la société bourgeoise. La bourgeoisie de l'époque ne comprenait pas les causes de tant de haine et de violence. Les attentats ne s'accordaient guère avec l'euphorie de la Belle Époque. L'anarchisme violent fut ressenti comme le début du soulèvement général des classes inférieures, tel qu'il avait été prédit par Emile Zola en 1885 dans *Germinal*. Dans les rues, chaque travailleur était considéré comme un terroriste potentiel.

Tout comme après le onze septembre 2001, le monde vivait alors dans la hantise du terrorisme. À chaque nouvelle manifestation de violence, la peur des forces latentes de révolte des couches inférieures de la société augmentait.⁹ Cette angoisse conduisit à une sorte d'excitation hystérique au sein de la population. Les actions spectaculaires faisaient l'objet de titres sensationnels dans la presse. En 1894 Félix Dubois dans *Le danger anarchiste* mettait ses lecteurs en garde contre la présence de dizaines de milliers d'anarchistes. Les slogans et déclarations anarchistes exacerbaient encore cette hantise, comme ceux d'Émile Henry qui justifiait ses attentats contre des cafés et des restaurants par ces mots: *Je pense que des actes de révolte brutale sont justes, car ils réveillent la masse et montrent le côté faible de la bourgeoisie qui tremble encore lorsque le révolté monte sur l'échafaud*. Lors de son procès, il défendit ses attentats contre d'innocents citoyens avec l'argument : *Il n'y a pas d'innocents*.¹⁰

Les anarchistes furent dépeints comme des 'chiens fous' qu'il fallait neutraliser à tout prix.¹¹ Des attentats simultanés dans plusieurs pays donnèrent d'ailleurs l'impression qu'une conspiration internationale bien huilée, une 'Internationale noire', était à l'œuvre qui cherchait à détruire la société. En Espagne, l'on invoquait dans les années 1882-1883 l'existence d'une *Mano Negra*, jugée responsable de l'organisation d'une série d'attentats en Andalousie.¹²

L'expression 'terrorisme international' entra alors pour la première fois dans le vocabulaire politique. Les responsables politiques et la presse réagissaient avec nervosité et un sentiment de panique. Une menace pour la civilisation, c'est ainsi que le successeur de McKinley, Théodore Roosevelt, décrit le terrorisme à la fin 1901: 'L'anarchie est un crime contre l'espèce humaine et toute l'humanité devrait s'unir contre l'Anarchiste. Ses crimes doivent être stigmatisés comme des crimes contre la loi des nations...consignée dans les traités entre toutes les puissances civilisées'.¹³

Suite à l'assassinat du président français Sadi Carnot, de nombreux militants anarchistes furent arrêtés et jugés. La vague d'arrestations n'était comparable qu'à celle ayant suivi la Commune de Paris. Les domiciles d'anarchistes furent perquisitionnés, leurs journaux frappés d'interdiction. Des mesures législatives d'exception furent élaborées en France et copiées par la suite par d'autres gouvernements, notamment italien et espagnol. La coopération policière internationale fut intensifiée.

Dans cette frénésie sécuritaire, terrorisme et anarchisme furent aisément confondus et l'anarchisme en tant que tel fut qualifié d'organisation de type criminel – malgré le fait que les attentats avaient toujours suscité plus d'une réserve chez les militants anarchistes.¹⁴ Quiconque écrivait ou sympathisait avec l'anarchisme ou tout simplement connaissait un anarchiste – même s'il rejetait explicitement tout recours à la violence – était passable de poursuites judiciaires. Les intellectuels étaient tenus pour responsables de la propagation des idées anarchisantes et la propagande 'par

l'idée' était considérée comme l'équivalent de la propagande 'par l'action'.¹⁵ Dans plusieurs pays, des anarchistes furent condamnés et certains même exécutés pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis. C'est dans ce cadre qu'on pourra situer l'arrestation et l'exécution de Francisco Ferrer.

Les groupuscules et les individus qui perpétrèrent des attentats au nom de la justice, se sentaient certes solidaires entre eux et s'imaginaient appartenir à un mouvement international révolutionnaire. Bien sûr, certains terroristes voyageaient un peu partout et leurs groupes entretenaient des contacts, l'action des uns inspirant celle des autres. Leur propagande fut certes traduite et transmise rapidement grâce aux nouveaux moyens de communication de l'époque. Mais *l'Internationale noire* et la *Mano Negra* n'ont existé que dans l'imagination des services de police et de la presse.¹⁶ Il n'y a eu ni réseau international, ni a fortiori conjuration ou complot transfrontalier. Pas plus qu'un commandement central : les anarchistes étaient des individus répartis en petites cellules qui agissaient à leur guise. Seule les liait une haine commune du statu quo qui marginalisait une grande partie de la société. Les attentats simultanés dans plusieurs pays dépendaient moins d'une organisation internationale efficace que de circonstances spécifiques et d'un contexte social similaire de ces pays.

Belle Époque et marginalisation sociale

En ces temps-là déjà, tout semblait en mouvement rapide. Grâce à la mondialisation et aux progrès de la technologie, on pouvait parler pour la première fois dans l'histoire, d'un marché mondial où les biens, services, capitaux et personnes se déplaçaient librement sous toutes les latitudes. Mais cette Belle Époque ne l'était pas pour tout le monde: si une petite élite bourgeoise prospérait, l'immense majorité des citoyens profitait à peine de la croissance sans précédent. Elle n'avait pas voix au chapitre.

'Classe laborieuse, classe dangereuse', ainsi décrivait en 1958 Louis Chevalier l'angoisse de la société du 19^{ième} siècle envers les ouvriers. Méprisé et redouté, le travailleur se voyait séparé physiquement du bourgeois par la topographie des villes et repoussé aux marges de la société.

Dans son ouvrage *Grosse Depression und Bismarckzeit* de 1967, Hans Rosenberg a décrit de la façon suivante les caractéristiques socio-psychologiques qui ont dominé cette période: « Dans une large mesure, c'était une période (de 1873 à la fin du siècle) de névrose presque hallucinatoire. Parmi les traits les plus frappants, il y avait cette peur grotesque des «rouges» et de la «révolution», la haine de classes et la haine des Juifs, le côté passionnel des oppositions confessionnelles, la campagne sauvage contre le 'capital mobile' et le commerce 'cosmopolite', la montée bruyante des rugissements nationalistes, une tendance de plus en plus profonde à la radicalisation, même chez les conservateurs, le discrédit et le recul des groupes modérés.' C'était une époque où la xénophobie et l'antisémitisme – qu'on songe à l'affaire Dreyfus – s'exprimaient avec fracas », conclut Rosenberg.

Cette xénophobie fut soutenue par les grands mouvements migratoires de la fin du 19^{ième} siècle. Le nombre croissant de migrants renforçait la crainte que parmi les nouveaux arrivants se cachaient des terroristes et des activistes, prêts à radicaliser les ouvriers.¹⁷

C'est dans cette atmosphère que le terrorisme anarchiste prit des formes mythologiques. L'historienne américaine Barbara Tuchman l'a décrit comme l'un des symptômes d'une société malade, dans laquelle la classe ouvrière recherchait une place d'acteur à part entière.¹⁸ Face à cette situation sans perspective apparente, un nombre – extrêmement restreint – de radicaux estimaient n'avoir pas d'autre solution que de passer à l'acte, les paroles ou les manifestations pacifiques ne suffisant pas à renverser la situation. Les auteurs d'attentats présentaient leurs actes comme des

armes légitimes dans la lutte pour la justice – l'autodéfense d'un groupe opprimé et marginalisé dans la société. Des cellules terroristes se présentaient comme l'avant-garde d'un prolétariat sans patrie.

En réalité, les terroristes anarchistes ne représentaient qu'eux-mêmes. La majorité des anarchistes rejetaient la violence. Ils luttèrent pour l'égalité et rêvaient d'une société sans classes. Même Kropotkine, pourtant à l'origine de la propagande par l'acte, s'était à partir de 1890-91 détourné de la violence, surtout quand elle était gratuite et individuelle comme celle d'Émile Henry.¹⁹

Celui qui en venait aux 'actes' était souvent un solitaire et les cellules anarchistes qui préparaient des attentats n'étaient rien de plus que des sectes mal organisées et quasi religieuses. Il était parfois difficile d'y faire la distinction entre le militant anarchiste qui luttait pour une société juste et le psychopathe qui s'en prenait à la société pour de tout autres raisons.²⁰ Certaines *cellules* n'existaient que dans l'imagination des services de police – et d'autres furent infiltrées par des agents provocateurs, comme l'a décrit en 1907 l'écrivain anglais Joseph Conrad dans *L'agent secret*. Mais à chaque attentat, en désignant l'anarchisme comme un mouvement bien rodé, international et puissant, sa force d'attraction augmentait et il se trouvait toujours un quelconque radical local pour reprendre le flambeau au nom de la famille internationale des opprimés. La rhétorique ambiante relative à une puissante machination mondiale, augmentait inmanquablement la réputation des radicaux les plus décidés. La psychose collective du terrorisme contribua à encourager les vocations et à rendre le terrorisme extrêmement contagieux.²¹

La coopération anti-anarchiste internationale

L'assassinat du président français Sadi Carnot en 1894 fut l'événement qui persuada les services de police et les gouvernements de divers pays de renforcer leur collaboration contre quiconque se revendiquait de l'anarchisme. Avec un zèle nouveau, les gouvernements prirent des mesures internationales contre les anarchistes, car il paraissait évident que tout le monde affrontait une seule et même menace mondiale.

La coopération internationale en matière de lutte contre le « terrorisme » avait déjà été entamée précédemment. Après chaque attentat sensationnel, des propositions dans ce sens avaient été suggérées, sans beaucoup de résultats concrets cependant. En 1894, plusieurs pays, dont la Belgique, suggérèrent d'organiser une conférence internationale pour coordonner la lutte contre le terrorisme anarchiste. Cette conférence eut lieu en 1898, suite à une proposition italienne.²² L'Italie avait d'ailleurs un intérêt manifeste à redorer son blason. Pour beaucoup, ce pays était le vivier du terrorisme international. Des Italiens avaient été impliqués dans plusieurs attentats contre des chefs d'État. Les immigrants italiens jouissaient d'une mauvaise réputation en Europe, notamment parce que leur nombre était très élevé. Ces grandes concentrations d'Italiens à l'étranger, auxquelles s'ajoutaient de nombreux immigrants saisonniers, suscitaient des tensions et des ressentiments anti-italiens dans les pays hôtes. Les médias avaient déclaré la guerre aux immigrants italiens.

En 1898, pour se détacher de l'image de pays exportateur de misère et de crimes, le gouvernement italien prit l'initiative d'une réunion internationale de représentants des services de police, de la Justice et des affaires étrangères. L'objectif était d'établir le principe selon lequel chaque État avait le devoir d'expulser les anarchistes étrangers. Le 24 novembre 1898, la Conférence Internationale pour la Défense Sociale contre les Anarchistes s'ouvrit à Rome. Vingt-et-un pays invités y participèrent. Toutes les voies d'accès au Palazzo Corsini étaient sévèrement contrôlées. Dans son discours d'ouverture, le ministre des Affaires Étrangères Canevaro décrivit l'anarchisme comme une maladie qui devait et pouvait être combattue.

La conférence fut unanime pour déclarer que l'anarchisme ne devait pas être considéré comme une

doctrine politique et que les attentats anarchistes étaient des actes criminels et non politiques, ce qui autorisait l'extradition de ses auteurs. Les pays participants tombèrent également d'accord pour échanger les informations relatives aux anarchistes. Certains gouvernements cependant allaient élargir considérablement l'étendue du mot 'anarchisme' afin d'y inclure toute organisation ouvrière ou socialiste.²³

Toute cette unité de vue n'eut cependant pas de suites concrètes. La coopération internationale des polices fut certes intensifiée et certains pays, dont la Belgique, respectèrent initialement les accords en échangeant des rapports mensuels sur les anarchistes. Mais les pays plus libéraux, parmi lesquels la Grande-Bretagne et la Suisse, trouvaient que les accords empiétaient trop sur le droit d'asile. La rivalité entre états et l'égoïsme national firent le reste. La plupart des résolutions de la conférence demeurèrent lettre morte. Dans la pratique, les gouvernements conservèrent toute liberté d'extrader ou non un anarchiste étranger, selon les cas.²⁴

D'autres propositions de coopération internationale contre le terrorisme anarchiste firent tout aussi peu avancer les choses. En 1898 encore, l'Italie et l'Espagne proposèrent d'établir une colonie pénitentiaire pour les anarchistes dans l'Océan Pacifique, mais la Belgique, la Grande-Bretagne et la France s'y opposèrent. L'Italie aurait aimé bannir ses anarchistes au Surinam, mais les Pays-Bas ne l'entendaient pas de cette oreille et on en resta là.

En 1900, la Russie essaya à son tour de redonner vie aux résolutions de la Conférence. Mais comme en 1894, il fallut un attentat spectaculaire - celui qui tua le président américain McKinley - pour concrétiser la coopération. En concertation avec l'Empereur d'Allemagne, le Tsar de Russie déposa une série de propositions, connues comme le 'Protocole de Saint-Pétersbourg' de 1904. Il confirma essentiellement les accords antérieurs selon lesquels tout anarchiste expulsé devait l'être vers son pays d'origine.

Le Protocole n'eut pas un destin meilleur que les résolutions de la conférence de 1898. Dans les deux cas, c'étaient surtout les pays conservateurs, l'Allemagne, la Russie et l'Autriche-Hongrie, qui voulaient donner forme à la coopération anti-anarchiste, tandis que les puissances libérales comme la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et les États-Unis émettaient des réserves en raison de leur législation nationale.

Mais la raison première pour laquelle la coopération internationale demeura en grande partie lettre morte était qu'elle était dépassée par le déclin de l'épidémie terroriste dans la deuxième moitié de la décennie.

Le déclin du terrorisme anarchiste

Le terrorisme anarchiste s'éteignit presque totalement à partir de 1900, mais dans certains pays plus tôt que dans d'autres. Leur violence menait les terroristes dans l'impasse. L'action terroriste n'offrait aucune perspective.

À chaque attentat commis, les terroristes anarchistes s'éloignaient davantage de la classe ouvrière au nom de laquelle ils prétendaient agir. Au lieu d'affaiblir l'état bourgeois, les attentats avaient entraîné le renforcement de celui-ci. Les attentats provoquaient l'effet inverse de ce qu'ils voulaient: l'État n'était pas affaibli, au contraire, à chaque fois le pouvoir de la police, de l'armée et du gouvernement augmentait. Le cercle vicieux 'attentats-répression-attentats' s'avéra beaucoup plus destructeur pour les anarchistes eux-mêmes que pour les sociétés bourgeoises contre lesquelles la violence terroriste était dirigée. En plus, beaucoup de leurs adeptes dévoués dépérèrent en prison. L'impact du terrorisme anarchiste avait finalement été minime.

Les revues anarchistes cessèrent dès 1888 de recommander la propagande par l'action, expliquant qu'il était illusoire de croire que 'des actes semblables peuvent devenir l'objet d'une propagande raisonnée, active et continue.'²⁵ Les anarchistes eux-mêmes préférèrent dorénavant s'appeler *libertaires* plutôt qu'anarchistes.²⁶

En plus – et ce fut sans doute la raison principale de l'extinction du terrorisme anarchiste – une autre voie se dessina pour permettre à la classe ouvrière de s'exprimer. A partir de 1895 le mouvement ouvrier organisé, et surtout les syndicats, exercèrent une énorme attirance sur les anarchistes.²⁷ N'offraient-ils pas une meilleure issue à la marginalisation et à l'exclusion sans perspective de la classe ouvrière que les bombes des terroristes ? Le socialisme offrait aux travailleurs un sens de la dignité et une identité, et par conséquent une place à part entière dans la société. Au contraire de l'anarchisme, il offrait un mouvement grâce auquel le travailleur ne se retrouvait plus seul face à la société. La voie légale et constitutionnelle s'avéra plus efficace que la propagande par les actes pour forcer la réforme des droits politiques et sociaux et apporter des améliorations à la vie quotidienne. Ce fut par le biais de cette évolution progressive que la classe ouvrière, jadis tant crainte et méprisée, gagna peu à peu une plus juste place dans la société politique. Le travailleur cessa d'être un citoyen de second rang, un paria. Dans les régimes constitutionnels, le terrorisme anarchiste perdit de cette manière très vite son terrain de prédilection ainsi que toute légitimité.

A la périphérie de l'Europe, le terrorisme anarchiste continua à vivre. En Russie, dans les Balkans et en Espagne, il y eut des attentats jusqu'à la première guerre mondiale. La raison de cette persévérance résidait dans la répression sanglante que continuaient à exercer ces gouvernements à l'encontre des tentatives d'organisation ouvrière. En Espagne, où l'anarchisme avait pris une ampleur beaucoup plus importante et des assises populaires plus larges qu'ailleurs en Europe, la répression fut sévère. Des anarchistes continuèrent à y être persécutés et condamnés, voire même exécutés, pour des actes que souvent ils n'avaient même pas commis ou pour lesquels ils n'étaient pas responsables. La peur du soulèvement populaire conduisait l'état espagnol, l'église catholique et les propriétaires terriens à défendre à tout prix le statu quo politique et social.

Un monstre dangereux, tel était l'image qu'avait l'establishment espagnol de Francisco Ferrer.²⁸ Confronté à un début de révolte populaire à Barcelone en 1909 (la *Semana Trágica*), l'état espagnol lança à l'encontre des milieux anarchistes espagnols une vague d'arrestations, condamnations et exécutions. Ferrer fut parmi les victimes. Il payait le prix de l'amalgame soigneusement entretenu par l'ordre établi entre idées émancipatrices et actes terroristes.

Une leçon tirée de l'histoire du terrorisme

L'Amérique représente pour le terroriste djihadiste actuel ce que l'Etat bourgeois était à son prédécesseur anarchiste: le symbole de l'arrogance et de la puissance. De ce point de vue, Oussama Ben Laden est l'équivalent de Ravachol au XIX^{ème} siècle : pour ses disciples il est le symbole du 'souffle de la haine et de la résistance', pour les services de police et de renseignement, un épouvantail. Quant au monde arabo-musulman, il tient au début du XXI^{ème} siècle le rôle de l'Italie du XIX^e, accusé d'exporter ses « terroristes ».

Les djihadistes correspondent à maints égards aux terroristes anarchistes de jadis: eux aussi se prennent pour l'avant-garde capable de produire l'étincelle pour soulever grâce à des actions spectaculaires les masses opprimées, mais, au début du 21^{ème} siècle, eux aussi ne forment en réalité qu'une myriade de groupuscules, sans structure commune, sans hiérarchie, unis seulement par une idéologie, qui par ailleurs est très généralement rejetée par ceux qu'ils disent défendre.²⁹

La ressemblance entre le terrorisme contemporain et son prédécesseur anarchiste tient en particulier à la raison commune de leur essor. Comme le travailleur du 19^{ème} siècle, le musulman est, de nos jours, souvent considéré dans les sociétés occidentales avec le même mélange de peur, de mépris et d'incompréhension. Pour des raisons souvent très différents, des communautés musulmanes et des musulmans individuels se sentent unis par un même sentiment de stigmatisation, voire d'exclusion. Une perception largement répandue que l'Islam est menacé par l'Occident unit ces situations très variées en un sentiment collectif de solidarité entre musulmans.³⁰ Tel est le terreau qu'exploite une poignée de radicaux, décidée, à 'démolir les murs de l'oppression et de l'humiliation dans une pluie de balles', selon les termes de la célèbre *fatwa* d'Oussama Ben Laden de 1996, par laquelle il déclara la guerre contre les Etats-Unis. Là encore, la similitude avec les slogans des terroristes anarchistes du XIX^{ème} siècle est frappante.

Ni l'anarchisme, en tant que philosophie politique, ni l'Islam en tant que religion, ne sont à l'origine du processus entraînant un individu sur la voie de la violence terroriste. Ce sont les circonstances qui font le terroriste. Dans son parcours de radicalisation vers la violence il se construit une religion ou une idéologie sur mesure, une autolégitimation afin de déshumaniser les futures victimes de ses actions.³¹

Le terrorisme anarchiste a fini par disparaître de sa propre violence, puisqu'il ne faisait avancer aucune des causes qu'il prétendait défendre. L'histoire du terrorisme nous apprend que lorsque des perspectives positives sont offertes à la population, sa radicalisation s'affaiblit et le terrorisme finit par s'éteindre.

¹ Ce couple belge, Nabil Sayadi et Patricia Vinck, originaire de Putte (près d'Anvers) furent soupçonné d'aide à Al-Qaïda et Osama bin Laden à travers leur association Fondation Secours Mondial, branche européenne d'une organisation internationale humanitaire islamique. En janvier 2003, leur nom fut ajouté à la liste internationale d'organisations et personnes considérées par l'ONU sympathiser avec le terrorisme international. En conséquence tous leurs biens furent gelés et tout document de voyage refusé. Dès 2004, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Belgique, il est reconnue qu'aucune preuve tangible n'existait pour soutenir cette accusation. Mais il fallait encore cinq ans avant qu'ils furent réhabilités et que fut mis fin à cette mis à l'écart administrative du couple.

² James Joll, *The anarchists*. Londres, Methuen & Co, 1964, p. 132.

³ Walter Laqueur, *Le terrorisme*. Paris, PUF, 1979, p. 61.

⁴ Jean Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)*. Paris, Société Universitaire d'Editions et de Librairie, 1951, p. 192.

⁵ Alex Fordyn, 'Het wetenschappelijk onderzoek van politieke aanslagen', dans *Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen*, 1981, jg. 26, 1, p. 5.

⁶ Anne Morelli, *Rubino, l'anarchiste italien qui tenta d'assassiner Léopold II*. Bruxelles, Labor, 2006.

⁷ Cité dans: *Ravachol. Un saint nous est né !* Paris, L'équipement de la pensée, 1992, p. 37.

⁸ John Merriman, *The Dynamite Club. How a bombing in fin-de-siècle Paris ignited the age of modern terror*. Boston/New York, Houghton Mifflin, 2009, p. 171.

⁹ Barbara Tuchman, *L'Autre Avant-Guerre 1890-1914*. Paris, PUF, 1967, chapitre 2.

¹⁰ André Salmon, *La terreur noire. Chronique de l'action anarchiste*. Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1959, p. 343.

¹¹ Tuchman, o.c., chapitre 2.

¹² Joll, o.c., p. 232.

¹³ Cité dans: David Rapoport, 'The four waves of rebel terror and September 11', in: C. Kegley, *The new global terrorism: characteristics, causes, controls*. Prentice Hall, 2003, p. 46.

¹⁴ Maitron, o.c., p. 240.

¹⁵ Merriman, o.c., pp. 139 et suivantes.

¹⁶ Laqueur, o.c., p. 63

¹⁷ Merriman, o.c., p. 115.

¹⁸ Tuchman, o.c., chapitre 2.

¹⁹ Merriman, o.c., p. 63.

²⁰ Joll, o.c., p. 128.

²¹ Maitron, o.c., p. 238.

²² Peter van der Mark, *Revolutie en reactie. De repressie van de Italiaanse anarchisten, 1870-1900*. Thèse de doctorat, Faculté ès Lettres, Rijksuniversiteit Groningen, 1997, pp. 379 et suivantes.

²³ Ibid., p. 392.

²⁴ Ibid., p. 395.

²⁵ Maitron, o.c., p. 240.

²⁶ Van der Mark, o.c., p. 416.

²⁷ Tuchman, o.c., chapitre 2 ; Maitron, o.c., pp. 239 et suivantes.

²⁸ Joll, o.c., p. 236.

²⁹ Marc Sageman, *Confronting al-Qaeda: Understanding the Threat in Afghanistan and Beyond*. Testimony to the Senate Foreign Relations Committee, 7 octobre 2009; Pew Global Attitudes Project, 23 juillet 2009.

³⁰ *Views of a changing world*. The Pew Global Attitudes Project, juin 2003, p. 46; Mohammed Ayoob, 'Political Islam: Image and Reality', in: *World Policy Journal*, automne 2004.

³¹ *Radicalisation Processes leading to Acts of Terrorism*. A concise Report prepared by the European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation. Bruxelles, 15 mai 2008.